

L'essentiel de la plénière 26-27 avril 2017 - Session plénière Bruxelles

Débat sur les droits fondamentaux en Hongrie

La situation des droits fondamentaux en Hongrie fera l'objet d'un débat mercredi avec le vice-président de la Commission, Frans Timmermans, et le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán.

4

Débat sur les résultats du référendum en Turquie

Les résultats du référendum du 16 avril en Turquie seront débattus avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mercredi après-midi.

5

Socle européen des droits sociaux: débat avec la commissaire Marianne Thyssen

La proposition de socle européen des droits sociaux sera débattue avec la commissaire à l'emploi et aux affaires sociales, Marianne Thyssen, mercredi.

6

Importations de textile: des règles européennes pour réduire l'exploitation des travailleurs

Des règles européennes sont nécessaires pour contraindre les fournisseurs de textiles et du secteur de l'habillement de respecter les droits de leurs travailleurs, affirment les députés dans une résolution qui sera débattue mercredi et votée jeudi.

7

Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, devant les députés pour les tenir informés du plan de sauvetage grec

Alors qu'il sera pour la première fois en séance plénière depuis ses remarques controversées sur l'Europe du sud, Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, tiendra les députés informés de l'état d'avancement du plan de sauvetage grec.

9

Le Venezuela appelé à respecter la constitution et à libérer les prisonniers politiques

Dans une résolution votée jeudi, les députés exhorteront à nouveau le Venezuela à respecter sa constitution, la séparation des pouvoirs, et à libérer les prisonniers politiques.

10

Un vote pour combler les lacunes fiscales dont bénéficient les multinationales

Le Parlement votera jeudi pour combler les lacunes dont profitent certaines des plus grandes multinationales qui échappent ainsi à l'impôt.

11

Passage en revue des activités de la Banque européenne d'investissement

La Banque européenne d'investissement (BEI) devrait investir davantage dans les secteurs les plus touchés par la crise et donner la priorité aux projets basés sur l'innovation, s'apprêtent à déclarer les députés lors d'un débat jeudi matin avec le Président de la BEI, Werner Hoyer.

12

Examen de la gestion du budget de l'UE pour 2015

Le Parlement se prononcera jeudi pour déterminer si les institutions et organes de l'UE ont géré leurs budgets de 2015 en respectant les règles. Seul le Conseil ne devrait pas passer l'examen.

14

Protéger les pêcheries dans les régions ultrapériphériques de l'UE

Un appel à mettre en place une aide financière et à soutenir les jeunes pêcheurs et pisciculteurs des régions ultrapériphériques de l'UE sera débattu mercredi et mis aux voix jeudi.

16

Pollution liée aux déchets de l'industrie extractive: les députés appelleront les États membres de l'UE à appliquer les règles communautaires

Les États membres de l'UE ne parviennent pas à adopter et à faire respecter les règles de l'UE visant à mettre un terme à la pollution liée aux déchets de l'industrie extractive, avertissent les députés dans une résolution mise aux voix jeudi.

18

Autres sujets à l'ordre du jour

19

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2017-04-26>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live: suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

[Service de recherche du PE: podcasts sur les principales questions de la plénière](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

Service de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

☎ (+32) 473 55 74 66

✉ emilie.tournier@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

Service de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

☎ (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Service de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

✉ nicolas.delaleu@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Service de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

☎ (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Débat sur les droits fondamentaux en Hongrie

La situation des droits fondamentaux en Hongrie fera l'objet d'un débat mercredi avec le vice-président de la Commission, Frans Timmermans, et le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán.

Les députés devraient soulever la question de la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur, qui semble viser l'Université d'Europe centrale.

Un projet de loi renforçant les règles pour les organisations non-gouvernementales, une loi récemment votée prévoyant la détention automatique des demandeurs d'asile, le pluralisme des médias et l'indépendance de la justice devraient également être évoqués lors du débat.

La commission des libertés civiles a [organisé un débat](#) sur la situation des droits fondamentaux en Hongrie avec des représentants du gouvernement et de la société civile en février.

Débat: mercredi 26 avril

Procédure: déclaration de la Commission suivie d'un débat

#Hungary #CEU #fundamentalrights @TimmermansEU

En savoir plus

[Communiqué de presse: Débat sur la situation des droits fondamentaux en Hongrie \(27 février 2017\)](#)

[Remarques du premier vice-président Frans Timmermans après le débat du Collège sur les questions juridiques liées à la Hongrie \(12 avril 2017, en anglais\)](#)

[Résolution du Parlement européen du 10 juin 2015 sur la situation en Hongrie](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Débat sur les résultats du référendum en Turquie

Les résultats du référendum du 16 avril en Turquie seront débattus avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mercredi après-midi.

Le référendum a nettement élargi les pouvoirs du Président Recep Tayyip Erdoğan mais a laissé le pays profondément divisé.

Selon le Conseil électoral supérieur turc (YSK), la campagne du "oui" a remporté 51,4% des voix contre 48,6% pour le "non", avec un taux de participation atteignant 85%.

Le référendum ouvre la voie à l'adoption d'un ensemble de réformes constitutionnelles qui feront passer le pays d'une démocratie parlementaire à une "république présidentielle", supprimant l'équilibre et la séparation des pouvoirs en abolissant le poste de Premier ministre, en donnant de larges pouvoirs exécutifs au Président ou encore en lui permettant de dissoudre le parlement quand bon lui semble.

Les députés chercheront à savoir comment ces changements pourraient affecter les futures relations entre l'UE et la Turquie ainsi que les négociations d'adhésion.

Dans son avis de mars, la Commission de Venise du Conseil de l'Europe a déclaré que [les propositions de révision de la constitution représenteraient une "régression dangereuse" pour la démocratie.](#)

Débat: mercredi 26 avril

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#Turkey @FedericaMog

En savoir plus

[Avis de la Commission de Venise sur les amendements à la constitution turque \(mars 2017\) \(en anglais\)](#)

[Note du service de recherche du PE sur les relations UE-Turquie \(avril 2017, en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Socle européen des droits sociaux: débat avec la commissaire Marianne Thyssen

La proposition de socle européen des droits sociaux sera débattue avec la commissaire à l'emploi et aux affaires sociales, Marianne Thyssen, mercredi.

Les travaux au titre de ce nouveau socle incluront la modernisation des règles européennes et la fixation de critères pour les pays de la zone euro dans les domaines de l'emploi et de la politique sociale.

Les propositions sur le socle européen des droits sociaux, qui font suite à une consultation publique au niveau de l'UE, relèvent de trois catégories principales: l'égalité des chances et l'accès au marché du travail, des conditions de travail justes, et une protection sociale adaptée et durable.

En janvier, le Parlement a adopté une [résolution](#) sur le socle européen des droits sociaux appelant la Commission à inclure les nouvelles formes d'emploi, comme le travail à la demande ou le travail par l'intermédiaire de plateformes numériques, dans les dispositions européennes. Les députés souhaitent également des normes minimales et des conditions de travail décentes pour les stagiaires et apprentis ainsi qu'une interdiction des contrats "zéro heure".

Débat: mercredi 26 avril

Procédure: déclaration de la Commission

#SocialRights @mariannethyssen

En savoir plus

[Communiqué à l'issue du vote en plénière sur la résolution relative au socle européen des droits sociaux \(19.01.2017\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: socle européen des droits sociaux \(11.01.2017\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Importations de textile: des règles européennes pour réduire l'exploitation des travailleurs

Des règles européennes sont nécessaires pour contraindre les fournisseurs de textiles et du secteur de l'habillement de respecter les droits de leurs travailleurs, affirment les députés dans une résolution qui sera débattue mercredi et votée jeudi.

Au niveau international, les travailleurs du secteur textile - qui sont souvent des jeunes femmes ou des enfants - sont confrontés à de longues heures de travail, des salaires bas, l'incertitude quant à leur avenir, des actes de violence et des conditions dangereuses.

Afin de rendre le secteur plus responsable et d'éviter des catastrophes telles que celle de l'effondrement du Rana Plaza en 2013 au Bangladesh, les députés présenteront une série de propositions, notamment des obligations de diligence raisonnable basées sur les [lignes directrices de l'OCDE](#), l'obligation pour les pays qui exportent des textiles et qui bénéficient d'un accès préférentiel à l'UE de respecter les obligations, et la sensibilisation accrue des consommateurs grâce à l'introduction d'étiquettes sur les textiles.

Contexte

Plus de 70% des importations de textiles et de vêtements dans l'UE viennent d'Asie, où la plupart des acheteurs sont des marques internationales à la recherche de prix bas et de délais de production serrés. Les conséquences sont souvent ressenties par les travailleurs du secteur. Après la tragédie du Rana Plaza, lors de laquelle plus de 1100 personnes ont perdu la vie suite à l'effondrement d'une usine à Dhaka au Bangladesh, la Commission européenne s'est engagée à présenter une initiative phare de l'Union, mais n'a encore rien proposé jusqu'à présent. Le Parlement souhaite encourager la Commission à présenter cet ensemble de propositions.

Débat: mercredi 26 avril

Vote: jeudi 27 avril

Procédure: résolution non législative

#RanaPlaza

En savoir plus

[Projet de rapport sur l'initiative phare de l'Union pour le secteur de la confection](#)
[Service de recherche du PE - Conditions des travailleurs dans les secteurs du textile et de l'habillement: juste une question asiatique? \(août 2014, en anglais\)](#)
[EuroparlTV - Le coût humain de la mode à bas prix: plaidoirie pour un cadre contraignant](#)
[Profil du rapporteur Lola Sánchez Caldentey \(GUE/NGL, ES\)](#)
[Fiche de procédure](#)
[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, devant les députés pour les tenir informés du plan de sauvetage grec

Alors qu'il sera pour la première fois en séance plénière depuis ses remarques controversées sur l'Europe du sud, Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, tiendra les députés informés de l'état d'avancement du plan de sauvetage grec.

Jeroen Dijsselbloem lancera le débat par une déclaration sur l'état d'avancement de la deuxième révision du programme d'ajustement économique de la Grèce. Sa présence en plénière fait suite à ses commentaires, un peu plus tôt cette année, qui ont été interprétés comme une critique du prétendu laxisme fiscal des pays du sud de l'Europe et qui ont provoqué des appels à la démission.

Les députés seront notamment informés de l'avancement des négociations entre la Grèce et ses créanciers, à savoir l'UE et le Fonds monétaire international. Les réformes grecques doivent être régulièrement approuvées par ses prêteurs en échange de nouveaux prêts à faible taux. La dernière révision traîne depuis des mois, l'UE et le FMI n'arrivant pas à se mettre d'accord sur les prévisions économiques de la Grèce ni sur sa capacité à maintenir une situation budgétaire viable.

Débat: jeudi 27 avril

Procédure: déclaration du président de l'Eurogroupe

@Dijsselbloem #Greece

En savoir plus

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Le Venezuela appelé à respecter la constitution et à libérer les prisonniers politiques

Dans une résolution votée jeudi, les députés exhorteront à nouveau le Venezuela à respecter sa constitution, la séparation des pouvoirs, et à libérer les prisonniers politiques.

La résolution exposera les conclusions d'un débat organisé le 5 avril.

Le Venezuela est plongé dans une crise économique, sociale et politique, alimentée par des différences entre le gouvernement du Président Nicolás Maduro et le congrès mené par l'opposition. La cour suprême avait retiré au congrès ses pouvoirs législatifs fin mars, pour revenir sur sa décision quelques jours plus tard.

Au moins vingt personnes ont été tuées et plusieurs blessées lors d'importantes manifestations contre le gouvernement.

Débat: mercredi 5 avril

Vote: jeudi 27 avril

Procédure: résolution non législative

#Venezuela

En savoir plus

[Résolution commune \(en anglais\)](#)

[Débat en plénière sur la situation au Venezuela \(05.04.2017\)](#)

[Résolution du Parlement européen sur la situation au Venezuela \(08.06.2016\)](#)

[Page web du SEAE sur les relations UE-Venezuela](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Un vote pour combler les lacunes fiscales dont bénéficient les multinationales

Le Parlement votera jeudi pour combler les lacunes dont profitent certaines des plus grandes multinationales qui échappent ainsi à l'impôt.

Les députés vont se mettre d'accord pour modifier la directive de l'UE relative à la lutte contre l'évasion fiscale afin d'empêcher les multinationales de profiter de certaines lacunes liées aux différences en matière de règles fiscales entre les pays de l'UE et les pays tiers qui leur permettent de réduire leur facture fiscale.

Ces lacunes permettent par exemple aux entreprises établies dans deux juridictions (à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE) de profiter du manque de coordination entre les systèmes fiscaux nationaux pour déduire les mêmes dépenses dans les deux juridictions (permettant ainsi à l'entreprise d'obtenir deux fois la déduction fiscale), ou bien de faire reconnaître un paiement comme fiscalement déductible dans une juridiction et non imposable dans l'autre juridiction.

Vote: jeudi 27 avril Procédure: consultation #taxevasion

En savoir plus

[Projet de rapport sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive \(UE\) 2016/1164 en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers](#)
[Communiqué de presse suite au vote en commission \(27.03.2017\)](#)
[Profil du rapporteur Olle Ludvigsson \(S&D, SE\)](#)
[Fiche de procédure](#)
[Les amendements déposés en commission](#)

Passage en revue des activités de la Banque européenne d'investissement

La Banque européenne d'investissement (BEI) devrait investir davantage dans les secteurs les plus touchés par la crise et donner la priorité aux projets basés sur l'innovation, s'apprêtent à déclarer les députés lors d'un débat jeudi matin avec le Président de la BEI, Werner Hoyer.

Dans deux résolutions mises aux voix jeudi, les députés soulignent que les investissements de la BEI réalisés avec de l'argent du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) devraient être équitablement distribués dans toute l'UE et se concentrer sur des projets ayant un impact démontré dans des secteurs tels que la R&D, les emplois de qualité et l'énergie propre. La BEI devrait également intensifier ses efforts en matière de conseil et de communication, afin de toucher les PME et les sociétés qui s'impliquent dans des projets innovants plus risqués, ont-ils ajouté.

Contexte

La Banque européenne d'investissement, dont les actionnaires sont les États membres de l'UE, est le plus grand prêteur public au monde et dispose d'une notation "triple A". Elle octroie des prêts et donne des garanties pour aider au financement de projets dans tous les secteurs de l'économie, sans but lucratif. En 2015, elle a signé des opérations pour une valeur de 77,5 milliards d'euros, dont 69,7 sont allés aux États membres et 7,8 à des projets en-dehors de l'UE. Le soutien aux PME représentait 36,6% de ses financements en 2015, mobilisant 39,7 milliards d'euros destinés aux PME et soutenant 5 millions d'emplois.

Débat: jeudi 27 avril

Vote: jeudi 27 avril

Procédure: résolutions non législatives

@EIB #EFSI #EUfunds

En savoir plus

[Projet de résolution: rapport annuel sur les activités financières de la Banque européenne d'investissement \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Georgios Krystos \(PPE, EL\)](#)

[Fiche de procédure 2016/2099\(INI\)](#)

[Projet de résolution: rapport annuel sur le contrôle des activités financières de la BEI en 2015 \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Nedzhmi Ali \(ADLE, BG\)](#)

[Fiche de procédure 2016/2098\(INI\)](#)

Examen de la gestion du budget de l'UE pour 2015

Le Parlement se prononcera jeudi pour déterminer si les institutions et organes de l'UE ont géré leurs budgets de 2015 en respectant les règles. Seul le Conseil ne devrait pas passer l'examen.

La commission du contrôle budgétaire propose que le Parlement octroie la "décharge" (approbation) de la gestion budgétaire à tous les organes, excepté au Conseil pour lequel elle propose de la reporter, pour la septième année consécutive.

La Commission européenne est responsable de la majeure partie du budget de l'UE - 145,2 milliards d'euros en 2015 - mais environ 80% de l'ensemble des financements européens sont en réalité gérés localement, par les États membres.

Le taux d'erreur du budget de la Commission a été réduit de 4,4% en 2014 à 3,8% en 2015, font remarquer les députés. Ils déplorent cependant des retards dans l'utilisation des fonds régionaux ainsi qu'une insuffisance de financements pour les dépenses liées au climat. Ils soulignent que le budget de l'UE a besoin d'être réformé, pour devenir "plus clair, plus simple et plus cohérent".

Informations générales

La décision d'octroyer la décharge pour l'exécution du budget est prise par le Parlement européen, qui agit sur la base d'une recommandation non contraignante du Conseil, l'autre organe de l'autorité budgétaire de l'UE. Une autre institution clé est la Cour des comptes européenne, l'auditeur externe indépendant de l'UE, dont les rapports représentent une partie fondamentale de la procédure. La procédure de décharge s'est révélée être un outil puissant, qui a eu des conséquences sur l'évolution du système budgétaire européen et qui a contribué à accroître l'influence politique du Parlement.

Débat: mercredi 26 avril

Vote: jeudi 27 avril

Procédure: décharge

[#EUDischarge#EUBudget](#)

En savoir plus

[Projet de rapport sur la décharge de la Commission](#)

[Profil du rapporteur Joachim Zeller \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure: décharge de la Commission](#)

[Fiche de procédure des 53 décharges 2015](#)

[Service de recherche du PE: décharge du budget 2015 - Commission européenne et agences exécutives \(21.04.2017, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE: décharge du budget 2015 - institutions européennes autres que la Commission européenne \(21.04.2017, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE: décharge du budget 2015 - agences décentralisées et entreprises communes de l'UE \(21.04.2017, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE: procédure de décharge du budget de l'UE - politique de contrôle de l'exécution du budget \(21.04.2016, en anglais\)](#)

[Fiches techniques sur l'Union européenne: le contrôle budgétaire](#)

[Page web de la commission du contrôle budgétaire sur la décharge 2015](#)

Protéger les pêcheries dans les régions ultrapériphériques de l'UE

Un appel à mettre en place une aide financière et à soutenir les jeunes pêcheurs et pisciculteurs des régions ultrapériphériques de l'UE sera débattu mercredi et mis aux voix jeudi.

Les députés exhortent la Commission européenne à "étudier la possibilité de mettre en place, dès que possible, un instrument spécifiquement dédié au soutien à la pêche dans les régions ultrapériphériques, à l'instar du dispositif POSEI pour l'agriculture".

Les Programmes d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI), régis par le [règlement POSEI No 228/2013](#), incluent des mesures spécifiques pour l'agriculture dans les régions ultrapériphériques, comme des aides à la production et à l'importation.

Contexte

Les neuf régions ultrapériphériques de l'UE font partie de la France (Guadeloupe, Guyane française, Réunion, Martinique, Mayotte et Saint-Martin), du Portugal (Madère et les Açores) et de l'Espagne (Iles Canaries). [L'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'UE](#) précise ce qui caractérise ces régions, notamment leur éloignement, leur insularité, leur faible superficie, leur relief et leur climat difficiles et leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits.

Débat: mercredi 26 avril

Vote: jeudi 27 avril

Procédure: résolution non législative

#OutermostRegions #EUfisheries

En savoir plus

[Projet de résolution sur la gestion des flottes de pêche dans les régions ultrapériphériques](#)

[Profil du rapporteur Ulrike Rodust \(S&D, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: la gestion des flottes de pêche dans les régions ultrapériphériques \(en anglais\)](#)

[Direction générale des politiques internes: étude détaillée sur la gestion des flottes de pêche dans les régions ultrapériphériques](#)

[Fiche technique sur les régions ultrapériphériques](#)

[Règlement instaurant un régime de compensation des surcoûts qui grèvent l'écoulement de certains produits de la pêche provenant de régions ultrapériphériques](#)

[Dispositif POSEI](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Pollution liée aux déchets de l'industrie extractive: les députés appelleront les États membres de l'UE à appliquer les règles communautaires

Les États membres de l'UE ne parviennent pas à adopter et à faire respecter les règles de l'UE visant à mettre un terme à la pollution liée aux déchets de l'industrie extractive, avertissent les députés dans une résolution mise aux voix jeudi.

Les règles de l'UE visant à prévenir la pollution du sol et des eaux due à des incidents impliquant le déversement de déchets dangereux issus de l'industrie extractive, comme ceux qui se sont produits en Espagne et en Roumanie en 1998 et 2000, ne sont pas correctement adoptées ou appliquées dans les États membres de l'UE, avertissent les députés.

Ces derniers exhortent à nouveau la Commission européenne et les États membres à transposer la directive de l'UE sur les déchets de l'industrie extractive dans leur législation nationale et à la faire appliquer.

Contexte

Les déchets issus de l'exploitation de mines et de carrières représentent une très grande proportion du volume total de déchets produits dans l'UE (environ 30% en 2012). Il s'agit en partie de déchets dangereux.

Vote: jeudi 27 avril

Procédure: résolution non législative

#Mining #Waste

En savoir plus

[Projet de rapport sur l'application de la directive sur les déchets de l'industrie extractive](#)

[Profil du rapporteur György HÖLVÉNYI \(PPE, HU\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: Directive sur les déchets de l'industrie extractive - évaluation de la mise en œuvre européenne \(en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Programme d'appui à la réforme structurelle pour 2017-2020, van Nistelrooij, Krehl (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- Année européenne du patrimoine culturel, Diaconu (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- État des lieux de la concentration agricole dans l'UE: comment faciliter l'accès des agriculteurs aux terres, Noichl (INI), débat mercredi, vote jeudi;
- Financement de programmes pour impliquer les consommateurs dans l'élaboration de la politique financière et encourager le reporting financier et les activités d'audit, Stolojan, Lamberts (INI), vote jeudi; et,
- Coopération opérationnelle et stratégique entre le Danemark et Europol, Diaz de Mera Consuegra (CNS), vote jeudi.